ETUDE D'UN CAS CONCRET

Claude B., 62 ans

Employée de maison devenue
l'esclave de toute sa famille
d'accueil

Début de l'affaire...

- Octobre 2009, une femme sans domicile fixe est recueillie au sein d'un foyer
- Se confie aux travailleurs sociaux du foyer
- Alerte d'une association (A.L.C) plus spécialement dédiée au problème de la TEH
- Recueil de la victime au sein de ALC
- Début du process juridique

Première approche

- Claude B. révèle s'être enfuie à pied de la maison dans laquelle elle est employée depuis 22 ans
- Elle souffre de blessures aux pieds (consécutives à sa fuite), d'hématomes, hygiène dentaire insuffisante
- Elle ne possède aucun document d'identité abandonnés dans sa fuite

Première approche

- Elle n'a jamais été payée
- Les faits ne se déroulent pas sur le lieu du recueil

La victime

- 62 ans, de nationalité française
- Orpheline à 8 ans, vit dans une institution religieuse
- Recrutée à 42 ans par la directrice d'une maison de retraite
- Analphabète – peu d'ouverture sur l'extérieur
- Inconnue de tous (police, administrations...)
- Souffre de malnutrition, pas de suivi médical

La victime

- Non déclarée, beaucoup d'heures de travail, non payée
- Ne possède ni document ni bien personnel

Les faits

- Recrutement pour son propre service au titre d'employée de maison
- Pas de déclaration aux organismes sociaux (pas de protection sociale, ni retraite)
- Pas de rémunération
- Repas pris sur les subsistances de la famille d'accueil
- Dort dans un canapé pendant 20 ans
- Harcèlement moral (reproches, insultes)

Les faits

- Maltraitance : défaut de soins généraux et dentaires
- Coups et violences de plus en plus fréquents
- Confiscation des pièces d'identité et tous documents personnels
- Interdiction d'avoir des contacts avec l'extérieur (enfermement au domicile)
- Infraction incidente : détournement d'allocations adulte handicapé

Les auteurs

- Couple de français, sans difficulté financière
- Femme directrice d'une maison de retraite
- Adoption d'un bébé (lors de la venue de Claude B. à leur service)
- Inconnus des services de police et de gendarmerie

La prise en compte de la victime

- Accueillie et hébergée immédiatement par ALC
- Assistances médicale, psychologique, sociale et juridique
- Apprentissage d'une autonomie de vie
- Assistance dans ses démarches judiciaires pour obtenir la condamnation de ses bourreaux
- Mais aussi pour lui trouver un statut social

Ce qu'il faut retenir

- Un cas dévoilé grâce à l'action des travailleurs sociaux et des associations
- Partenariat qui s'est maintenu au cours des investigations, chacun dans son champs d'action
- Importance des expertises psychiatrique et psychologique et de la victime (vulnérabilité établie qui ne pouvait être ignorée)

Ce qu'il faut retenir

- Il n'est pas besoin d'être "étranger" pour être exploité (crime commis entre compatriotes)
- La vulnérabilité de la victime + le temps écoulé (20 ans) peuvent être des obstacles aux investigations